

# Le royaume du Kongo, le Ngoyo et Cabinda face à l'expansionnisme commercial portugais (1780-1793)

Thiago C. Sapede<sup>\*1</sup>

pp. 29-46

Cet article examine des connexions du royaume du Kongo avec le «monde» au travers du commerce, des missions et des relations diplomatiques à la fin du XVIIIe siècle. Appréhendant le Kongo en tant qu'espace de circulations multiples, l'examen des connexions est essentiel pour la compréhension historique et pour saisir, depuis le Kongo, les transformations en cours à partir des années 1780. La décennie de 1780 constitue un marqueur important de transformation dans les relations politiques, religieuses, diplomatiques et commerciales entre le Kongo et l'Empire portugais, ce qu'aura des profondes conséquences pour les décennies à venir pour les deux puissances. La période du début des années 1780 fut traversée par plusieurs bouleversements en termes de relations entre acteurs et pouvoirs engagés, tant dans la politique coloniale et missionnaire européenne au Kongo que dans les régions voisins du nord le Ngoyo, le Kakongo et Cabinda.

Nous brosserons, d'abord, un panorama général du commerce sur la côte du royaume du Kongo et des conflits diplomatiques à la fin du XVIIIe siècle. Ce panorama se révélera essentiel pour comprendre le contexte des relations entre le Kongo et le Portugal. Pour cela, nous traiterons du territoire portugais (la *conquista*) de l'Angola, en contextualisant la politique expansionniste portugaise de la fin du XVIIIe siècle qui allait bouleverser la nature du rapport entretenu depuis le milieu du XVIIe siècle entre le Kongo et Portugal. Puis, pour décortiquer la stratégie portugaise de rapprochement diplomatique avec le Kongo par le biais des missionnaires catholiques dans les années 1780; nous traiterons premièrement de la situation des missions au Kongo et de la prédominance des capucins italiens. Cela nous amènera à comprendre, dans un deuxième temps, le projet portugais de substituer ces missionnaires capucins (sous fort influence de Rome), parfois considérés comme «inutiles»<sup>2</sup> pour le projet impérial portugais, par des religieux portugais appartenant à d'autres ordres religieux auxquels fut délégué le rôle d'agents diplomatiques de la couronne portugaise au Kongo. Enfin, nous nous pencherons sur un deuxième axe du projet d'expansion commerciale portugaise vers le Kongo, complémentaire et contemporain à la stratégie diplomatique: la tentative de prise militaire du port de Cabinda contrôlé par les marchands français. Par le contrôle de ce port, les Portugais entendaient avoir accès aux routes d'esclaves arrivant de l'intérieur par l'intermédiation (souhaitée) du *mani* Kongo.

\* Doctorant en Histoire et Civilisation, Ecole des hautes études en sciences sociales (Institut des mondes africains).

1 Boursier de l'agence gouvernementale brésilienne CAPES de 2014 à 2018.

2 AHU (Arquivo Histórico Ultramarino), CU (Conselho Ultramarino), Governo de Angola, caixa 40, doc. 33, 9, 10 e 13.

## **Le contexte général du commerce de la côte kongo: Soyo, Zaire, Mbamba, Ambriz à la fin du XVIIIe siècle**

Le royaume du Kongo au XVIIIe siècle était assez isolé politiquement de l'influence directe européenne sur son territoire. L'importance économique qui représente la traite esclavagiste pour les empires européens conférait au roi du Kongo, ainsi qu'à d'autres potentats contrôlant les routes internes et les ports à l'intérieur, un pouvoir diplomatique effectif sur le plan global. Depuis les événements traumatiques de la bataille contre les Portugais à Ambuila en 1665 (province sud du Kongo) qui avait abouti à un demi-siècle de crise et de désorganisation politique au Kongo, les liaisons politiques entre Mbanza Kongo et Luanda demeuraient très faibles (Thornton, 1983: 69-97). La même insignifiance caractérisait la participation portugaise au commerce de la côte kongo. Il y avait bien évidemment des routes commerciales par terre en directions des provinces (et ex-provinces) du sud du Kongo vers Luanda, mais par comparaison avec l'afflux d'esclaves de l'intérieur vers les ports atlantiques où opéraient d'autres nations européennes (Mpinda e Ambriz), nous pouvons dire que l'activité commerciale portugaise était pratiquement insignifiante face à l'activité esclavagiste hollandaise, française et anglaise au XVIIIe siècle (Herlin, 1971: 40-52).

Cet avantage des compagnies commerciales anglaises et françaises dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle peut être expliqué par diverses raisons politiques et économiques. Notons premièrement l'«héritage» susmentionné de la puissante compagnie commerciale hollandaise, qui mit à mal la prééminence portugaise sur les plages du Kongo. Le commerce et l'alliance politique avec les Hollandais déclinèrent au cours du XVIIIe siècle; la montée progressive du commerce anglais et français finit par remplacer, et accroître, le négoce que la compagnie néerlandaise des Indes occidentales avait laissé derrière elle. Deuxièmement, il convient de signaler l'animosité (voire la haine) des Kongos à l'égard des Portugais – antagonisme qui commença dès leur installation à Luanda en 1574 pour s'agrandir à la suite des guerres et de l'imposition de la vassalité aux chefs sous influence kongo à l'est et au nord de Luanda (Thornton e Mosterman, 2010). Le roi du Kongo et le gouverneur portugais de l'Angola devinrent ainsi, au fil du temps, deux autorités rivales qui, depuis leurs capitales respectives, Mbanza Kongo et Luanda (distantes d'environ 500 kilomètres), se disputaient l'influence politique sur de vastes territoires où les enjeux commerciaux et politiques étaient centraux. Troisièmement, la quasi-absence, au XVIIIe siècle, d'activité portugaise dans le commerce exercé au nord du fleuve Dande s'explique par le fait que les compagnies commerciales britanniques et françaises bénéficiaient d'un pouvoir économique considérablement supérieur et plus autonome.

Tandis que la couronne portugaise imposait aux ports de Luanda et de Benguela un strict contrôle fiscal des commerçants qui devaient payer une taxe par esclave embarqué, les monarchies concurrentes, ne disposant pas de structures administratives ni fiscales en Afrique centrale, taxaient les esclaves débarqués dans le port d'arrivée. Ce passage atlantique meurtrier – pouvant atteindre, chez les esclaves, 30 % de taux de mortalité au XVIIIe siècle – constituait un désavantage important pour les esclavagistes portugais, en comparaison à leurs homologues français et anglais. Les premiers ne pouvaient, par conséquent, soutenir les prix pratiqués par leurs adversaires, ni avoir accès aux marchandises plus valorisées et souhaitées par les vendeurs africains. Ainsi, les Portugais étaient doublement entravés, d'une part, par leurs grands rivaux commerciaux européens (France et Angleterre) et, d'autre part, par leur rival politique local: le Kongo (et autres potentats associés). Ils se retrouvaient dès lors

retranchés dans les ports au sud du fleuve Dande, exclus des routes situées au nord de leur territoire d'influence<sup>3</sup>.

Au Kongo, le port d'embarquement d'esclaves le plus important jusqu'au XVIIIe siècle était celui de Mpinda. La province politiquement autonome de Soyo contrôlait ce port qui était historiquement le plus important du Kongo, le plus ancien comptoir commercial, où les premiers navires portugais arrivèrent en 1482. Après l'installation des Portugais à Luanda et à Benguela, ce port est devenu, au XVIIe siècle, exclusivement hollandais. Ensuite, au fil du XVIIIe siècle, avec l'arrivée des marchands des compagnies commerciales anglaises et la brusque chute des activités flamandes, l'hégémonie anglaise est devenue absolue, avec une infime participation française (Thornton, 1981). En fait, après plusieurs conflits violents avec le Portugal, qui dataient du XVIIe siècle, et en raison de la méfiance du *mani* Soyo à l'égard des trafiquants non hollandais (les Hollandais ayant été ses principaux partenaires au XVIIe siècle) et de sa crainte d'une invasion de sa capitale, Mbanza Soyo (proche de la côte), il décida de fermer ce port et d'engager ses sujets spécialistes de la traite dans la vente au nord, à Cabinda et sur la rive nord du fleuve Congo. La rive sud du fleuve Congo continua tout de même à être un point stratégique pour le commerce, notamment après le début de la répression anglaise au XIXe siècle.



Illustration 01 - Carte du royaume du Kongo.

<sup>3</sup> Ce désavantage portugais et ses raisons sont bien explicités dans la correspondance entre Luanda et Lisbonne présente aux AHU, CU par exemple les codex: AHU, CU, Cartas de Angola, código 546, fl., 198; et AHU, CU, ordens e avisos para Angola, código 407, fl. 14-15. À ce sujet, on trouve une explication approfondie et largement connue, celle publiée par un fonctionnaire portugais de l'époque: (Silva Correia, 1937, 1<sup>re</sup> édition de 1792).

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les traites anglaise et française oscillèrent numériquement autour du fleuve Congo, totalisant environ un milliard d'esclaves, tandis que les Portugais en étaient totalement exclus. Entre 1790 et 1800, les traites ont connu une véritable explosion, les Français trafiquant plus de 1000 personnes et les Anglais environ 15 000, comme nous le montre le tableau ci-dessous:

**Tableau 01**  
**Traite d'esclaves à Mpinda, le long du fleuve Congo et du fleuve Zaïre au XVIII<sup>e</sup> siècle. Drapeau des navires vs esclaves embarqués**

	Grande-Bretagne	France	Total
1731-1740	170	0	170
1741-1750	0	198	198
1761-1770	83	0	83
1781-1790	0	377	377
1791-1800	13,776	1,276	15,052
<b>Total</b>	<b>14,029</b>	<b>1,851</b>	<b>15,880</b>

Source: [www.slavevoyages.org](http://www.slavevoyages.org).

Si, tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, le commerce portugais dans les ports de la côte kongo était très faible, certaines routes se trouvant au sud de ce royaume, dans les provinces de Mossul et Ambuila, voisines de la *conquista* portugaise, leur étaient plus accessibles. Ces routes apparurent probablement dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, après la bataille d'Ambuila, quand les Portugais parvinrent à imposer leur influence sur des chefs kongos et ndembus de cette zone grâce à des accords diplomatiques ou à des traités de vassalité imposés. Par ce biais, le gouverneur d'Angola arriva ainsi à attirer une partie de ces routes de la traite vers Luanda<sup>4</sup>. Cependant, à partir de 1750, le port d'Ambriz (dans l'embouchure du fleuve Loge) gagna beaucoup d'importance avec la croissance de la traite anglaise, comme on peut l'apprécier dans le tableau ci-dessous:

**Tableau 02**  
**Port d'Ambriz: Drapeau des navires vs. esclaves embarqués**

	Grande-Bretagne	France	Total
1751-1760	133	0	133
1781-1790	1,377	2,501	3,878
1791-1800	10,114	670	10,784
<b>Total</b>	<b>11,624</b>	<b>3,171</b>	<b>14,795</b>

Source: [www.slavevoyages.org](http://www.slavevoyages.org).

4 AHU, CU, Governo de Angola, caixa 39, doc. 59, caixa 43, doc. 21, 50 e 99; caixa 42, doc. 89; caixa 44, doc. 62 e 5.

Nous pouvons en déduire qu'une partie considérable de ces 14 000 esclaves vendus aux Anglais et aux Français entre 1776 et 1800 était auparavant destinée à Luanda, puisque le port d'Ambriz n'avait presque aucune activité esclavagiste avant 1750. Nous voyons ainsi que ces commerçants anglais et français absorbaient les routes des berges du fleuve Loge, contrôlées par les autorités des provinces de Mbamba (au nord) et de Mossul (au sud)<sup>5</sup>. Les organisateurs des caravanes, mais aussi tous les *mani* du chemin – notamment le marquis de Mossul, tributaire du roi du Kongo –, profitaient de ces nouvelles marchandises qui arrivaient à Ambriz par les navires anglais. D'autres seigneurs plus indépendants (comme certains chefs *ndembu*) profitèrent également de ce commerce anglais inauguré vers 1760. Plusieurs marchandises pénétraient à l'intérieur d'Ambriz – tissus, vaisselles, mobiliers, bijoux – y compris celles qui inquiétaient le plus le gouvernement de l'Angola: armes à feu, munitions et poudre<sup>6</sup>.

Or, ce commerce présentait un triple problème pour les Portugais: il déviait les routes de l'ivoire et des esclaves auparavant destinées à Luanda, injectait des marchandises particulièrement valorisées dans les alentours de la *conquista* du Portugal, ce qui dévalorisait son propre négoce<sup>7</sup>. Qui plus est, il armait fortement les chefs voisins de fusils, de poudre et de munitions, alors que ce flux était auparavant contrôlé par le Portugal<sup>8</sup>. Au XVIIIe siècle, Ambriz était le port anglais par excellence, ceux du nord du fleuve Congo étaient majoritairement français, comme on le voit ci-dessous. Si, pour les Portugais, contrôler les ports d'Ambriz et les routes proches de ses territoires était un grand défi, encore plus compliqué était le contrôle des ports au nord du fleuve Ambriz: Mpinda, Cabinda, Molembo, Ngoyo et Loango.

**Tableau 03**  
**Ports de Cabinda, de Loango et de Molembo. Drapeau des navires vs esclaves embarqués**

	Portugal / Brésil	Grande-Bretagne	Pays-Bas	France	Total
1701-1725	0	8,540	1,861	7,709	18,110
1726-1750	0	26,348	3,182	36,156	65,686
1751-1775	11	15,009	25,664	74,318	115,002
1776-1800	1,977	13,801	367	65,799	81,944
<b>Totals</b>	<b>1,988</b>	<b>63,698</b>	<b>31,074</b>	<b>183,982</b>	<b>280,742</b>

Source: [www.slavevoyages.org](http://www.slavevoyages.org).

Nous pouvons ainsi, pour des raisons pratiques répondant à notre analyse, diviser schématiquement la côte occidentale de l'Afrique centrale au XVIIIe siècle entre les côtes de Loango, du Kongo, de l'Angola et de Benguela<sup>9</sup>. La côte de Loango, commercialement française, allait du port de Loango à la rive nord du fleuve Congo. Pour sa part, la côte kongo, de dominance commerciale anglaise, allait de la rive sud du

5 Marchandises françaises et anglaises introduites par Mossul: ANA (*Arquivo Nacional de Angola*), códice 87 A-19-1; 25-37, et AHU, CU, Governo de Angola, Caixa 70, doc. 23; Caixa 75, doc. 73 et doc. 74, parmi d'autres.

6 AHU, GANG, Correspondência com o Reino, códice 1633, fl. 38a et fls. 4-20b.

7 AHU, CU, Governo de Angola, caixa 68, doc. 92,32.

8 AHU, CU, Angola, caixa 68, doc. 49. Plusieurs autres exemples font référence à cette «contrebande» dans la correspondance du gouvernement général de l'Angola avec la cour: Caixa 68, doc. 49 AHU, CU, Governo de Angola, caixa 68, doc. 73, 72, 59, 66, 67; caixa 66, doc. 70.

9 Selon nous, le choix de Susan Herlin (1979) de considérer la côte allant du Loango au fleuve Dande comme une seule «Kongo coast» est trompeur, car le nord et le sud du fleuve Zaïre sont traversés par des réalités différentes.

fleuve Congo au fleuve Dande. Finalement, du sud du Dande jusqu'au cap noir (sud), on trouvait la côte portugaise: celle de l'Angola et celle de Benguela (à partir de la forêt de Kissama). Le commerce portugais dépendait donc du contrôle des réseaux esclavagistes de l'intérieur de Luanda et de Benguela, car leurs commerçants ne pouvaient pas faire face aux concurrents français et anglais dans les ports des côtes du Kongo et de Loango. De ce fait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce système portugais dépendait, à la différence d'autres traites européennes, de son ancrage dans le territoire, de l'établissement de réseaux marchands luso-africains et de l'imposition de la vassalité aux chefs locaux. L'expansion commerciale portugaise générât ainsi d'importants bouleversements politiques à l'intérieur de cette région. Nous parlerons plus bas des stratégies portugaises en vue de la cooptation du roi kongo en faveur de son administration à travers les missionnaires portugais, mais il convient de discuter d'abord un peu plus en détail de la nature de cette *conquista* portugaise de l'Angola.

### Le territoire de la *conquista* portugaise de l'Angola

Voisine du royaume du Kongo, la *conquista* portugaise de l'Angola était une colonie principalement engagée dans la traite d'esclaves destinés à l'Amérique portugaise. En réalité, comme le souligne Catarina Madeira Santos, ce qui était en jeu en Angola n'était pas la domination territoriale mais le contrôle sur un réseau de marchés connectés par des chemins terrestres en direction des ports de Luanda et de Benguela – ces deux villes côtières coloniales étaient reliées à des réseaux commerciaux opérés par des agents africains ou afro-portugais. Ainsi, pendant la période de la traite, l'enjeu pour l'administration portugaise de l'Angola n'était pas de gouverner directement les territoires à l'intérieur de Luanda et de Benguela, mais de garantir l'afflux de captifs à un prix favorable pour les ports, où les officiers portugais recueillaient l'impôt, au nom de sa majesté, pour chaque esclave embarqué. Malgré l'établissement des villes coloniales de Luanda et de Benguela, les rapports que Luanda tissait avec les chefs de l'intérieur et la violence de cette relation ne constituaient pas (encore) un rapport colonial comme celui que l'Empire portugais entretenait dans certaines régions du Brésil ou comme celui qui allait être mis en place au XX<sup>e</sup> siècle. Ces systèmes d'imposition de vassalité, l'action des *pombeiros* luso-africains qui organisaient les caravanes et le fait que les capitaines garantissaient la fluidité des routes vers les villes coloniales côtières de Luanda et de Benguela constituaient globalement la structure de la *conquista* de l'Angola qui, comme le souligne encore Madeira Santos, était un réseau plutôt qu'un territoire (Madeira Santos, 2005a: 116-124)<sup>10</sup>.

Dans ces localisations stratégiques de l'intérieur (sur les rives des rivières ou à côté des grands marchés d'esclaves), il y avait des forteresses portugaises contrôlées par des capitaines dotés d'un pouvoir militaire et juridique et qui maintenaient des relations avec les chefs locaux, se portant garants des compromis et obligations établies par les traités de vassalité signés entre ces seigneurs africains et le gouverneur portugais. À la tête de chaque forteresse de l'intérieur, se trouvait un capitaine qui devait être un militaire de carrière plus fiable et qui répondait au capitaine général (et gouverneur) de l'Angola. L'effectif militaire des forteresses de Luanda et Benguela était généralement formée par des *degradados*: condamnés par la justice au Portugal et déportés en Angola pour servir l'armée (Madeira Santos, 2005a: 116-124). Une autre portion des militaires de ces forteresses était formée par des

<sup>10</sup> Madeira dialogue avec l'analyse de Luís Filipe Thomaz sur l'État portugais de l'Inde.

Africains engagés par l'armée portugaise, nommés bataillons de «*guerra preta*», se trouvant parfois dans une situation similaire à celle de l'esclavage<sup>11</sup>.

Même sans pouvoir administratif direct sur l'ensemble du large territoire nommé Angola, les gouverneurs lusitaniens exerçaient, tout de même, un certain contrôle sur ces potentats pour les contraindre à jouer le jeu de l'administration portugaise, ce qui se concrétisait par l'imposition de traités de vassalité entre les souverains locaux et le roi du Portugal (représenté par le gouverneur ou son ambassadeur) (Madeira Santos, 2005a: 134-135). Ces traités régulaient alors les obligations des chefs et rois en tant que vassaux du Portugal – compromis qui imposait une exclusivité commerciale et leur interdisait de faire du commerce avec toute autre nation. Selon un haut-fonctionnaire de la couronne portugaise en Angola à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette vassalité impliquait toute une série d'engagements: payer un tribut annuel à Luanda d'un nombre spécifique d'esclaves adultes; ne jamais prendre les armes contre le Portugal ou contre ses chefs alliés ou vassaux; ne jamais aider, conseiller ni convaincre d'autres de le faire; dénoncer à l'avance tout projet de leur connaissance d'attaque contre le Portugal ou ses alliés; toujours porter secours aux Portugais en cas de nécessité; et laisser leurs territoires continuellement «ouverts au commerce avec le Portugal». De plus, si les chefs vassaux acceptaient de recevoir le baptême «en abandonnant leurs coutumes barbares», cela était considéré comme «une preuve de fidélité» à la reine du Portugal (Silva Correia, 1937: 60)<sup>12</sup>.

De ce fait, nous voyons que l'Empire portugais dépendait ainsi de ce *modus operandi* commercial pour faire face à la concurrence de ses homologues français et anglais. Le système économique et politique de l'Empire portugais (qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, avait son centre économique au Brésil et son centre politique à Lisbonne) avait besoin de la traite esclavagiste pour se maintenir et s'étendre. Comme le constatait en 1800 le gouverneur de l'Angola, Miguel Antonio de Melo, frustré par le rôle encore secondaire de son administration dans l'Empire, «la force et la vigueur de la couronne n'est pas l'Angola, mais le Brésil. Cette colonie de l'Afrique n'est qu'un moyen pour faire prospérer par l'agriculture et la minéralogie l'Amérique portugaise»<sup>13</sup>.

Ainsi, le territoire portugais de la *conquista* de l'Angola était connecté à d'autres réseaux (brésiliens et lisbonnais) de l'Empire portugais qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, était en effet constitué de plusieurs réseaux connectés entre eux dans un système relativement décentralisé bien que hiérarchisé. L'Angola portugaise avait toutefois une autonomie et une organisation du pouvoir très particulières par rapport à l'éventail politique de l'Empire portugais. Or, celles-ci sont difficilement compréhensibles si on utilise les cadres interprétatifs trop dichotomiques – centre/périphérie, colonie/métropole –, qu'il ne faut pas pour autant nier, sans prendre en considération la multiplicité des rapports de force et des instances de décision, ainsi que l'agentivité des acteurs<sup>14</sup>.

11 Nombre de listes des troupes des bataillons de la «*Guerra preta*» des présides (où les soldats sont présentés uniquement par leurs prénoms) peuvent être trouvées aux archives portugaises et angolaises, comme par exemple: AHU, CU, Governo de Angola, caixa 68, doc. 54; caixa 69, doc. 43; caixa 68, doc. 73, 72, 59, 66, 67; caixa 66, doc. 70. ANA, Congo, Caixa 3590, pasta 1, doc. 59. Plusieurs chercheurs ont invoqué l'importance de ce système militaire: (Birmingham, 2004: 103-109; Madeira Santos, 2005b: 236-238).

12 Les traités et rapports de vassalité ont fait l'objet d'un certain nombre d'études: (Heintze, 1980); (Miller, 1996: 97-103); (Madeira Santos, 2005a: 124-134).

13 AHU, CU, Governo de Angola, Caixa 95, doc. 8. Madeira Santos a analysé en profondeur le projet portugais (amorcé sous Pombal et le gouvernement Souza Coutinho à Luanda) des années 1760 de faire de l'Angola alors *feitoria* (comptoir) une colonie, un territoire. (Madeira Santos, 2005), mais son aboutissement était un lent processus, priorisé par la couronne seulement après l'indépendance du Brésil.

14 L'un des précurseurs de la compréhension de la formation de l'Empire portugais comme réseau est Charles Boxer (Boxer, 1969) et d'autres comme (Godinho, 1969); (Russell-Wood, 1992); (Subrahmanyam, 1993) approfondi par des historiens portugais et brésiliens comme Antonio M. Hespanha (Hespanha et Xavier, 1997). Une branche marxiste de l'historiographie brésilienne centre son analyse de l'Empire portugais sur une perspective systémique, inspirée par Wallerstein et Braudel: (Novais, 1979).

## L'expansion missionnaire portugaise au Kongo comme stratégie commerciale

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la couronne portugaise connut un renouvellement politique très important avec le ministre du roi D. José I, le marquis de Pombal. La politique réformatrice de réélaboration et de centralisation gênera des bouleversements en Angola et au Brésil. Cette centralisation autour de Pombal retira aux ordres religieux (surtout à la Compagnie de Jésus) la place centrale qu'ils occupaient jusqu'alors dans l'administration des colonies portugaises. En ce sens, Pombal dissout, avec un décret officiel, les ordres religieux du territoire de l'Empire portugais, en exigeant notamment le départ des jésuites des colonies. En ce qui concerne le clergé séculier, Pombal retira de considérables privilèges à l'Église et passa à contrôler plus activement les nominations d'évêques au Portugal et dans l'outre-mer, en plaçant l'Église sous contrôle de la couronne. Dans le contexte portugais, il ne s'agissait évidemment pas d'un anticléricalisme ou d'une pleine sécularisation, mais plutôt d'une complexe articulation entre modernisation politique et catholicisme.

Après la mort du roi du Portugal, D. José I, en 1777, duquel Pombal était le ministre, la princesse D. Maria I fut couronnée reine du Portugal avec le soutien des secteurs conservateurs et anti-pombalins de la noblesse portugaise, dans un processus politique considéré, par une partie de l'historiographie classique portugaise, comme un virage conservateur: la «*viradeira*». L'idée selon laquelle le couronnement de D. Maria et la chute du Premier ministre constituèrent un virage radical, voire une rupture, avec la politique de Pombal est toutefois remise en question, depuis fort longtemps, par l'historiographie portugaise (par exemple: Martins, 1968).

De fait, la reine D. Maria assura une continuité en termes administratifs avec la politique de Pombal, notamment en ce qui concerne le caractère centraliste de l'administration des colonies portugaises. Économiquement, on voit aussi le maintien d'un fort contrôle fiscal des activités économiques portugaises à l'outre-mer: le commerce en Angola d'un côté et l'agriculture et l'exploitation des mines au Brésil de l'autre. Les archives révèlent clairement que la couronne n'avait pas seulement un rôle administratif, mais avait également un projet expansionniste à mettre en œuvre, ce qui donna lieu à des nouveautés aux conséquences inédites pour le Kongo. Dans ce sens, le secrétaire d'État à la Marine et à l'Outre-mer, Martinho de Mello e Castro, qui fut ministre de D. José I et un important réformateur de l'administration coloniale portugaise pendant le gouvernement de Pombal, fut un acteur politique majeur, demeurant très actif au côté de D. Maria.

Mais il faut toutefois reconnaître que, par rapport à la politique missionnaire et au rôle des ordres religieux dans le contexte colonial et diplomatique, l'ascension de la souveraine «pieuse»<sup>15</sup> soutenue par les secteurs cléricaux de l'aristocratie portugaise marqua une rupture avec la politique de son père.

Ainsi, avec l'accession de la reine *fidelíssima*, on assista à l'union entre la politique modernisatrice de centralisation, de territorialisation et de contrôle fiscal de la couronne pour l'Angola et une renaissance de l'ancienne politique d'expansion de la foi chrétienne en tant que stratégie de conquête de nouvelles zones d'influence et de nouveaux marchés. Cette composition inattendue d'archaïsme et de modernisation du côté portugais allait avoir d'importantes conséquences politiques pour le Kongo, comme nous l'approfondirons plus tard. Ce n'est pas un hasard si, au cours du siècle

15 La dévotion chrétienne de cette reine était largement connue et était mise en avant en tant qu'argument politique par le discours qui se trouve dans les sources administratives et diplomatiques portugaises. Pour certains opposants, la même reine était au contraire jugée «superstitieuse» (Serrão, 1979: 295).



suisant, D. Maria I devint un personnage central du discours mémorial et de la rhétorique diplomatique des rois kongos (Sapede, 2014b: 65-90).

Le roi du Kongo fut le premier grand potentat à être baptisé par les Portugais en 1491. Ce passé de bonnes relations entre les deux rois renforçait la légitimité portugaise face aux potentats africains et aux Empires européens concurrents. La reconnaissance envers les Portugais – exprimée par des cadeaux de luxe, des échanges de lettres, des embrassades et l'envoi de missionnaires – constituait un capital politique fondamental pour le roi et l'aristocratie kongos. En même temps, comme nous l'avons mentionné, le gouverneur à Luanda était souvent une menace pour le roi du Kongo, une puissance militaire locale qui avait déjà prouvé son pouvoir destructeur et un rival qui avait coopté ses anciens vassaux pour les placer sous son autorité.

Pour la couronne portugaise et son gouvernement de l'Angola, les relations avec le roi du Kongo représentaient également un enjeu majeur. A partir de la création de la congrégation de la Propagande par Rome et de son implication directe dans l'envoi de missionnaires, deux réseaux religieux opéraient parallèlement au Kongo et en Angola: celui des capucins et celui des religieux réguliers (dualisme qui se matérialisa après la politique de Pombal de contrôle du clergé séculier et de limitation des ordres réguliers). De ce fait, la couronne portugaise comprit que son rôle d'expéditeur de missionnaires capucins était l'une des seules armes en sa possession pour réactiver l'amitié avec le roi du Kongo, et par là le commerce. Pour mettre en place ce projet, l'évêque (de l'Angola et du Kongo) à Luanda joua un rôle central.

Ainsi, l'année suivant son couronnement, D. Maria convoqua tous les ordres religieux du Portugal pour mettre à disposition de la couronne des missionnaires pour la région de l'Angola. En tant que ministre de la Marine et de l'Outre-mer, Mello e Castro conduisit le plan qui consistait à amener en Angola des missionnaires de différents ordres religieux. Le groupe de religieux embarqua à Luanda dans le même navire que le nouveau gouverneur de l'Angola, José Gonçalves da Camara. Parmi ces missionnaires envoyés à Luanda, quatre furent spécialement choisis par le gouverneur et préparés pour aller au Kongo. Ce dernier leur transmit alors des «recommandations particulières» de la couronne pour leur mission. Les quatre choisis pour le royaume du Kongo furent «les plus vertueux et lettrés»: le père Libório da Graça, moine bénédictin, le père João Gualberto, membre du Tiers-Ordre dominicain, le franciscain Rafael Castelo de Vide et le père André do Couto Godinho, prélat noir né à Minas Gerais et qui portait l'habit de Saint Pierre (Reginaldo, 2015). Le père Libório fut nommé Vicaire Général du Kongo, c'est-à-dire le représentant officiel de l'évêque. D'après nos données, ce titre n'était pourtant plus (tellement) utilisé, une fois que le supérieur de la mission du Kongo était habituellement le Préfet des capucins à Luanda. Ce prélat basé à Luanda était l'interlocuteur principal des missionnaires au Kongo et celui qui préparait et administrait à distance les missions du Kongo<sup>16</sup>.

Cette initiative de l'administration impériale portugaise de nommer un Vicaire Général sous son contrôle et de l'offrir au roi du Kongo à la place d'un capucin était un stratagème pour reprendre le contrôle sur l'activité missionnaire dans le royaume, tout en rapprochant l'évêque et le gouverneur de l'Angola du roi du Kongo. Les efforts de cette nouvelle politique missionnaire étaient de centraliser aux mains de l'évêque et du gouverneur à Luanda non seulement le contrôle de l'envoi des missionnaires – ce qu'ils ont toujours eu –, mais aussi d'assurer que ces religieux agissent comme des représentants et des informateurs du gouverneur général portugais. Dans cet esprit,

<sup>16</sup> AHU, CU, Ordens e Avisos para Angola, código 549, fl 33-35.

le fait que le secrétaire de la Marine et de l'Outre-mer portugais mit l'accent sur l'importance de la compétence «en lettres» comme un critère pour le choix des quatre prêtres candidats pour le Kongo n'a rien de surprenant.

En ce qui concerne l'écriture d'informations sur le Kongo, les capucins étaient déjà reconnus comme de véritables maîtres dans la matière: plusieurs rapports conséquents avaient été écrits sur le Kongo aux XVIIe et XVIIIe siècles, auxquels les autorités portugaises eurent bien évidemment accès, notamment parce que ces textes devaient passer par Luanda et Lisbonne avant d'arriver au siège de la Propagande à Rome (Madeira Santos, 2011: 295-311).

Les capucins au Kongo employaient un style d'écriture particulier, plus «ethnographique» (école fondée par Cavazzi), destiné à l'accumulation de savoirs religieux et culturels sur la société pour mieux préparer les missionnaires à évangéliser dans la région en question (Madeira Santos, 2011). Mais, avec ses nouveaux missionnaires portugais hautement lettrés (Godinho avait par exemple le titre de docteur de l'Église), le Portugal passa à avoir des agents pour l'informer sur les questions de son intérêt, comme les ressources naturelles, l'état des voies d'accès, les moyens de transport, la situation politique et militaire des chefferies, la «docilité» ou l'hostilité des habitants des différentes régions face aux Portugais, les relations commerciales kongos avec les «autres nations européennes» et les marchandises qu'ils obtenaient de ce commerce. De plus, le gouverneur demandait à recevoir toutes les informations possibles sur le roi du Kongo, et ce dès leur première rencontre. Pour nourrir au mieux les autorités portugaises d'informations, le gouverneur Gonçalo da Camara recommanda aux missionnaires d'écrire, dès leur sortie de Luanda, un journal dans lequel ils devaient consigner tous les événements ponctuant leur voyage, notamment les informations sur le commerce:

*Também se faz muito preciso que V. Exas. Rmas me deem sua exata e circunsstanciada informação de tudo o que virem; observarem, comunicando pela qualidades das terras por onde passarem , a dificuldade dos caminhos, rios, ribeiras, do modo de se passar , fazer conduções por terra e pelos mesmos rios, se ve paiz é muito ou pouco povoado , se os negros são difíceis de tratar e desconfiados, se são comunicáveis, e de bom natural, e se os missionario são geralmente bem ou mal recebidos se sabem em suas partes, e mal em outras , outras noticas devem V Exas Rmas apontar tudo o que passarem com o Rei do Congo, logo que chegarem ao lugar da sua residência, e para mais exatamente me poderem informar sobre todas estas particularidades me parece melhor metodo fazer um diário desde que... sairem desta capital e continuarem durante o tempo de sua missão, toda as ocasiões que tiverem de poderem escrever-me irao sempre remetendo o que escreveram junto... Também muito útil informarem-se V e Rmas se vir do Congo tem comunicação com outra nação estrangeira e por onde se vem se no sobredito domínio se consomem muitas fazendas e as qualidades de que mais gostam, razão se tem melhor saída as nossas, sobre as dos sobreditos estrangeiros<sup>17</sup>.*

Les informations des missionnaires sur le Kongo étaient tellement importantes pour l'administration portugaise que l'autorité, Martinho de Mello e Castro, les transmettait (en recopiant des parties intégrales de leur intérêt) à chaque nouveau gouverneur

<sup>17</sup> AHU, CU, Governo de Angola, caixa 60, doc. 37. Ses «instructions» furent transmises aux missionnaires par le gouverneur, comme le lui avait ordonné la couronne portugaise dans ses instructions. AHU, CU, Ordens e Avisos para Angola, códice 549, fl. 6.

de l'Angola pendant son mandat de secrétaire de la Marine et de l'Outre-mer<sup>18</sup>. Ces informations servirent notamment aux Portugais lors des guerres contre les potentats de la région du fleuve Loge dans les années 1790.

Si deux des missionnaires moururent précocement (le père Libório sur le chemin et José de Torres une année plus tard), Rafael de Vide et André Godinho continuèrent au territoire kongo pendant près d'une décennie, au cours de laquelle ils écrivirent plusieurs centaines de pages pour les autorités portugaises. Dans les archives actuelles, nous avons trouvé quatre longues lettres écrites collectivement par ces deux pères en 1781, 1782, 1785 et 1787, ainsi que quelques mots plus concis envoyés au fil des années au gouvernement colonial à Luanda<sup>19</sup>.

Précisons que cette manière d'utiliser les missionnaires comme infiltrés et informateurs en territoire kongo ne fut pas inédite. Dix ans plus tôt, en mai 1769, le capucin Cherubino da Savona, par exemple, mena «secrètement» une enquête sous les ordres du gouverneur de l'Angola sur la localisation des mines de métaux et de pierres précieuses – dont les Portugais connaissaient l'existence, mais ignoraient la position précise – dans la région de Mpemba et d'Ambuila. Ce missionnaire avait envoyé des informations à Luanda sur les bijoux ou manilles portées par les élites locales, sur les marchés d'achat et sur les conditions de production. Il collecta même des échantillons de terres et de roches de différentes localités qu'il envoyait à Luanda pour une analyse géologique<sup>20</sup>.

En outre, ces missionnaires assumèrent également des tâches diplomatiques plus directes, et en rien secrètes, telle la responsabilité de délivrer, au nom de sa majesté, de luxueux présents au roi du Kongo:

*O digno Vigário Geral daquele reino me dá as informações mais consolantes sobre o fundo a cristandade transmitida àqueles povos pelos nossos antigos portugueses, e recebendo deste zeloso prelado os fornecimentos necessários à missão com o meu auxílio, regressa com dois companheiros mais, como o mesmo Bispo participava V. exa. consultando eu com ele as medidas que tendem a objetos políticos<sup>21</sup>.*

Si ce majestueux don était exclusivement destiné au roi du Kongo, les missionnaires qui l'apportaient au Kongo avaient la charge d'annoncer à tous les potentats du chemin qu'il s'agissait de magnifiques cadeaux pour le roi du Kongo, affichant de la sorte les avantages dont disposaient les chefs en échange de leur «amitié» et du commerce avec le gouverneur de l'Angola. Mais le principal chef que les Portugais avaient tout intérêt à «séduire» était le marquis de Mossul, «capitaine général du royaume du Kongo». Ce potentat était assez autonome et faisait frontière au nord avec les territoires portugais et comptait sur son territoire d'importantes routes commerciales allant vers le port d'Ambriz qui, souvenons-nous, était aux mains des Anglais. En passant par Mossul, les missionnaires délivrèrent au marquis de Mossul une lettre du gouverneur l'invitant à reprendre le commerce avec Luanda, ce qu'il reçut avec «bonne volonté», malgré les réserves que ce potentat avait à l'égard des Portugais. D'autres chefs au nord de Mossul, ceux de Mbamba, province centrale de passage

<sup>18</sup> Par exemple, les instructions de Mello e Castro à José de Camara: AHU, CU, Ordens e Avisos para Angola, códice 407, fl. 2-45; et au Baron de Mossamedes: AHU, CU, Ordens e Avisos para Angola, Ordens e Avisos para Angola, códice 549, fl. 70-89.

<sup>19</sup> Une version compilée de ce journal est présente à la Biblioteca de Ciências de Lisbonne (il s'agit d'une version envoyée au couvent franciscain duquel Rafael était originaire). La version de l'*Arquivo Histórico Ultramarino* est plus concise mais d'avantage informative, destiné aux autorités de l'Angola: AHU, CU, Governo de Angola, caixa 64 doc. 56; et caixa 68, doc. 61.

<sup>20</sup> ANTT (Aquivo Nacional da Torre do Tombo), Condes de Linhares, maço 48, doc. 2.

<sup>21</sup> AHU, CU, Governo de Angola, caixa 70, doc. 8 et 25.

entre Luanda et Mbanza Kongo, reçurent également un traitement privilégié de la part des missionnaires<sup>22</sup>.

Cette attention («*mimos*») pour le roi du Kongo coûta une petite fortune à la caisse de la couronne portugaise. Un riche document administratif envoyé par Luanda à Lisbonne décrit les matériaux et le coût de chaque élément qui composait le présent diplomatique coûtant au total de près de 600 000 réis<sup>23</sup>.

À partir des sources administratives portugaises concernant cette dispendieuse mission diplomatique et religieuse au Kongo, nous avons pu dégager la stratégie lusitanienne consistant à profiter de la volonté de l'élite politique kongo de recevoir des missionnaires catholiques pour infiltrer ce royaume avec des agents qui jouaient plusieurs rôles – religieux, diplomatique et informatif – au nom des intérêts portugais, comme le décrit le gouverneur de l'Angola aux missionnaires:

*Ainda que o ponto mais essencial é o da religião, também se deve trabalhar para o aumento da Nossa Coroa sendo muito relativo a conservação da sobredita religião que Vs Exs. Rmas mais trabalhem e ponham todas as suas forças para persuadir ao rei do Congo que estimamos que nossa amizade lhe será profícua, de modo que ele se resolva a ter com nós amizade e frequentar o comércio dos seus domínios (...)*<sup>24</sup>.

En observant les intérêts politiques et économiques de cette mission, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les missionnaires portugais furent, pendant longtemps, rejetés par les autorités kongos.

## L'expédition portugaise à Cabinda

Nous avons vu que la traite portugaise sur les côtes de l'Angola et du Benguela vit une croissance plus lente, oscillante et progressive, que le commerce anglais et français des côtes kongo et du Loango, qui s'est développé avec moins de difficultés. Le système portugais pour l'obtention d'esclaves, basé sur l'imposition de la vassalité des chefs locaux et sur l'action des *pombeiros* à l'intérieur, était le seul choix possible en raison de l'impuissance commerciale portugaise face aux compagnies européennes concurrentes. Or, cette option générait beaucoup de difficultés économiques et politiques pour l'Empire portugais. De plus, les contraintes de la politique européenne laissaient le Portugal en position de fragilité face aux autres couronnes. Les compagnies et diplomates français et anglais menaient une guerre commerciale assez agressive entre elles, mais aussi contre le Portugal. Plus difficiles encore étaient les tensions géopolitiques entre 1754 et 1815 – période où la France et l'Angleterre vécurent en constant affrontement politique et économique, duquel l'Atlantique se faisait le théâtre. Dans ce scénario, le Portugal ne jouait qu'un rôle secondaire à côté des Britanniques. Sa dépendance croissante vis-à-vis de l'Angleterre est d'ailleurs un facteur très important pour comprendre son incapacité à faire commercialement face aux Anglais, ainsi que la conséquente absence portugaise des côtes kongos tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle (Silva Correia, 1937; Herlin, 1971: 81-98; Martin, 1972: 98-105; Miller, 1996: 245-286).

22 AHU, CU, Governo de Angola, cx 63, doc 37.

23 AHU, CU, Governo de Angola, Cx 63, doc. 37.

24 AHU, CU, Governo de Angola, Cx 63, doc. 37.

Le gouvernement portugais de l'Angola avait deux luttes à mener pour mener à bien son projet d'expansion commerciale. La première était d'affronter ses concurrents européens dans les ports de commerce; la deuxième était face aux potentats locaux qui collaboraient avec ses concurrents européens, parmi lesquels le Kongo était l'un des principaux. De ce fait, la politique d'expansion missionnaire au Kongo, traitée ci-dessous, était un front parmi d'autres de la bataille du projet portugais visant à surmonter ses limites et à conquérir des marchés perdus. Mais, même réussie, cette opération de «séduction» des chefs kongos aurait été inutile aux Portugais sans un ancrage sur la côte, en raison des 500 kilomètres qui séparaient Mbanza Kongo de Luanda et qui rendaient difficile un transport terrestre vers les ports portugais. Une deuxième bataille commerciale nécessaire aux Portugais eut alors lieu dans les principaux comptoirs à proximité du Kongo: Mpinda et Cabinda. Au vu de la haine que montraient les autorités de Soyo envers les Portugais et de l'impossibilité, pour la couronne portugaise, d'entraver les intérêts anglais, Cabinda devenait le choix le plus logique. Comme on le voit dans le tableau ci-dessous, selon la base de données *Slave Voyages*, les Portugais ne participèrent (pratiquement) pas au commerce de Cabinda jusqu'à l'année 1776, date à partir de laquelle ils commencèrent à envoyer des navires qui faisaient un commerce fragmentaire (moins de 10 %):

**Tableau 04**  
**Commerce esclavagiste au port de Cabinda au XVIII<sup>e</sup> siècle,**  
**drapeau des navires vs esclaves embarqués**

	Portugal / Brazil	Great Britain	Netherlands	France	Total
1701-1710	0	417	0	750	1,167
1711-1720	0	1,162	0	2,693	3,855
1721-1730	0	6,337	0	3,426	9,763
1731-1740	0	9,506	316	4,4	14,222
1741-1750	0	2,14	293	8,661	11,094
1751-1760	11	525	1,252	4,753	6,541
1761-1770	0	1,452	3,523	14,429	19,404
1771-1780	0	0	1,137	8,741	9,878
1781-1790	869	583	0	7,027	8,479
1791-1800	382	2,788	0	638	3,808
<b>Totals</b>	<b>1,262</b>	<b>24,91</b>	<b>6,521</b>	<b>55,518</b>	<b>88,211</b>

Source: [www.slavevoyages.org](http://www.slavevoyages.org).

Cabinda, comme les ports de Loango et de Molembo, était un port de commerce («*port of trade*») (Polanyi, 1963; Curtin, 1984: 5-15; Herlin, 1971: 1-19)<sup>25</sup>, l'un des plus «libres» de la côte centre-africaine, avec une grande diversité d'acteurs des côtés africain (Ngoyos, Vili, Mussorongu, Tyo) et européen (Français, Anglais, Hollandais). Bien évidemment, l'intermédiaire qui régulaient ces flux d'esclaves et de marchandises

<sup>25</sup> Herlin et Curtin ont emprunté ce concept de Polanyi (Polanyi, 1963) pour analyser les transformations du rapport de force entre Européens et sociétés africaines côtières entre le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle.

entre l'intérieur et la côte était le royaume du Ngoyo par le biais de son *mafuco*. Parmi les compétiteurs français, hollandais et anglais, celui qui offrait les meilleures marchandises et qui nourrissait les meilleures relations avec cet agent se plaçait dans une position avantageuse. Les Français et les Anglais avaient, comme nous l'avons vu, de larges avantages commerciaux face aux Portugais. Pourtant, l'absence de structure territoriale (comme celle des Portugais) rendait le commerce de ces deux puissances plus volatiles par rapport aux bouleversements militaires de l'Atlantique qui furent nombreux à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (Martin, 1972: 80-91).

L'Angleterre était, dès 1775, minée par la rébellion de ses treize colonies nord-américaines. La France y vit alors une possibilité d'affaiblir son rival géopolitique, et s'engagea dans cette guerre pour soutenir les indépendantistes nord-américains. Si ce soutien était d'abord uniquement logistique et financier, il devint petit à petit un engagement militaire direct: de 1781 à 1783, on compte plusieurs champs de batailles terrestres (comme à Yorktown) ou maritimes (batailles des Antilles et des Indes) entre Français et Anglais<sup>26</sup>.

Le Portugal profita alors de ce moment d'intenses bouleversements géopolitiques et militaires dans les empires français et anglais d'Outre-mer pour essayer de «se débarrasser des indésirables voisins qui absorbent notre commerce»<sup>27</sup>. Bénéficiant de la surcharge de ces deux puissances maritimes, le ministre portugais de la Marine, Martinho de Mello e Castro, mit en place une expédition maritime pour la «conquête» du port de Cabinda. En mobilisant des troupes du Portugal, à Luanda et à Rio de Janeiro. Cette expédition sortit de Luanda le 11 juin 1783 avec une infanterie de 280 soldats, dix de chevalerie, 26 canons et 116 soldats de *guerra preta* à destination de Cabinda (Ohier Degranpré, 1800; Silva Correia, 1937: 72).

À leur arrivée, le colonel de l'expédition assumât d'abord une attitude diplomatique en rendant visite aux Français qui se trouvaient sur place, en leur apportant des cadeaux et en leur présentant une lettre du gouverneur général qui les informait de la décision de la couronne portugaise de construire une forteresse et un comptoir commercial dans ce port. À ce moment-là, il n'y avait encore pas de traité spécifique définissant les espaces de commerce de chaque nation. Pour autant, les limites étaient plus au moins connues et respectées par les compagnies commerciales, dans l'intention d'éviter des conflits qui auraient pu générer des incidents diplomatiques ou économiques (Martin, 1972: 80-91).

Ainsi, des sources françaises et portugaises soulignent l'étonnement et l'indignation générés par cette «ingérence» portugaise dans un port de forte hégémonie française. Ce mécontentement ne fut pas apaisé par la galanterie diplomatique portugaise, et les Français refusèrent vivement d'accepter leur présence.

Ignorant les réclamations françaises, les Portugais passèrent à user de leurs méthodes de séduction diplomatique auprès des autorités locales, en invitant la deuxième autorité politique du Ngoyo, le *mambuco*, à une pompeuse réception dans le navire du colonel où un dîner avec le colonel fut servi et de prestigieux cadeaux offerts. Cette courtoisie fut bien reçue par le *mambuco*, jeune prince «très présentable» et cultivé aux yeux des Européens, qui s'exprimait admirablement en français et se montrait grand négociateur. Les Portugais reçurent en échange une invitation à visiter la *mbanza* de ce chef, ce qui attisa les espoirs lusitaniens d'un partenariat fructueux. Cependant, le jour suivant, ces attentes portugaises furent frustrées avec la réception d'une rétractation de l'invitation du *Mambuco*, attribuée par les Portugais à l'influence française (Silva Correia, 1937: 79).

26 Archives Nationales, SHD, Mar/B/4/191. 1780-1783 et Mar/B/4/184. 1781-1782.

27 «[...] *indesejáveis vizinhos que absorvem o nosso comércio*». AHU, CU, Governo de Angola, caixa 68, doc. 49.

Cette attribution portugaise est en partie l'effet de la rhétorique courante dans l'administration portugaise qui attribuait la réjection des portugais par les populations locales à une propagande faite par les «étrangers»<sup>28</sup>. Cependant, les Portugais et luso-africains étaient connus pour la violence promue et générée par leur politique esclavagiste pendant le siècle précédent, notamment contre les royaumes de l'intérieur de Luanda, tels le Ndongo, les chefferies dépendantes et le Kongo. À la différence des trafiquants hollandais, français et anglais restreints aux ports et aux comptoirs, les Portugais avaient un ancrage sur terre et représentaient un danger concret pour les autorités de ces royaumes de la côte. Qui plus est, les *capitães-mores* des présides installés dans l'*hinterland* et les marchands provoquaient des violences entre les chefferies et les populations en vue de l'obtention forcée d'esclaves (Birmingham, 1967: 133-162; Miller, 1996: 245-277).

De plus, le contexte politique spécifique au Ngoyo peut aussi expliquer les hésitations quant à une ouverture diplomatique avec le Portugal. Ce dualisme est lié à des conditions d'ordre politique et commercial: le politique et le commercial, représentés par deux «ministres» du Ngoyo, à savoir le *mambuco* («premier ministre») et le *mafuco* («ministre du commerce»). Comme dans la plupart des sociétés de cette région, au Ngoyo, l'accès à la royauté et aux positions politiques plus importantes était restreint à certains clans royaux. Obligatoirement membre de l'un de ces clans, le *mambuco* était le deuxième dans la hiérarchie politique du royaume et considéré comme le successeur naturel du roi duquel il était le neveu. Dans la mesure où le trône imposait plusieurs restrictions de circulation et d'action, le *mambuco* avait le rôle de représentant royal dans plusieurs situations politiques et diplomatiques, comme la négociation avec les Portugais (Martin, 1972: 97-99).

Le *mafuco*, soit «l'intendant général du commerce», était la principale autorité des questions commerciales et celui qui négociait avec les Européens. Différents du Kongo, ces royaumes du nord – le Ngoyo, le Kakongo et le Loango – étaient, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, assez centralisés, et le commerce occupait une place bien réglementée dans la société. Ce seigneur, au contraire de toute autre autorité de premier degré, ne pouvait être membre des lignages royaux; il était choisi par le roi parmi les plus riches commerçants de ces royaumes pour intégrer le lignage royal par le mariage avec une princesse. Une fois nommé *mafuco*, dignité marquée par l'usage d'un chapeau envoyé par le roi, il devait obligatoirement habiter sur la côte où se faisait le commerce. Il n'est pas difficile d'imaginer les raisons de ces restrictions: si une autorité si riche et si influente pouvait construire sa *mbanza* à l'intérieur (à proximité de la cour) et accéder au trône, le risque d'instabilité politique aurait considérablement accru. Ces restrictions fonctionnaient aussi pour le *mambuco*, le roi et les autres autorités politiques: ceux-ci ne pouvaient pas prendre directement part au commerce, même s'ils recevaient d'abondantes taxes liées à cette activité. La présence européenne au sein de ces royaumes n'était pas non plus la bienvenue, car le rapport avec les Européens était l'affaire du *mafuco*. L'acte du *mambuco* de rendre visite aux Portugais sur la côte et de les inviter dans sa *mbanza* à l'intérieur pouvait rentrer dans ses fonctions de représentant diplomatique du roi, mais interférerait aussi avec les compétences du *mafuco*. L'ingérence de chacun de ces grands seigneurs dans les affaires de l'autre était alors une constante source de conflits. Les Portugais arrivés à Cabinda servaient peut-être l'intérêt du *mambuco* (et peut-être aussi du roi) de briser ses restrictions et de s'appropriier plus directement des capitaux politiques issus du contact direct avec les Européens (et les prestigieux cadeaux qui venaient de leurs mains). Mais le *mafuco*, en tant que l'un des plus habiles négociants de la région, était avant tout intéressé par les avantages économiques du commerce

<sup>28</sup> AHU, CU, Ordens e Avisos para Angola, código 407; ANA, códigos 240 C-8-3 fls. 116 et 177.

français dans lequel il était déjà engagé et ne voulait pas mettre cela en péril en acceptant de vendre des esclaves à un prix plus bas pratiqué par les Portugais en échange de marchandises de seconde catégorie (Ohier Degranpré, 1800: 197-199).

Sans issue diplomatique, le colonel portugais ordonna l'assaut et l'occupation du fort de Cabinda, en expulsant les autorités et agents français présents dans ce comptoir, qui consternés abandonnèrent le port en direction du Malembo et du Loango au nord. Les navires français partirent en prenant pour otage un jeune prince local, ce jeune qui demeurerait régulièrement à bord pour apprendre le français. Après le retrait des Français, les Portugais commencèrent à bâtir une nouvelle forteresse (Silva Correia, 1937: 80).

Au port de Cabinda, ils remplacèrent le drapeau français par celui du Portugal. Or, à leur grand regret, le drapeau portugais fit fuir les caravanes esclavagistes, qui dévièrent alors au nord vers les ports de Malembo et de Loango pour retrouver les habituels commerçants français<sup>29</sup>. Qui plus est, pour empirer un peu plus encore la situation lusitane, les populations des villages aux alentours du port, qui approvisionnaient habituellement les navires français en nourriture, en eau et autres matières de première nécessité, refusèrent (certainement en suivant les ordres du *mafuco* qui gouvernait dans la zone) de vendre ces produits aux Portugais (Silva Correia, 1937: 80-82).

Avec des soldats totalement isolés dans leur forteresse et souffrant de scorbut en raison du manque de vitamines, le désordre s'instaura dans les régiments de l'armée portugaise, donnant lieu à quelques désertions et conflits internes. Un secrétaire du *mambuco* envoyé pour négocier avec les Lusitaniens fut pris comme otage. Ensuite, dans une manœuvre désordonnée, un secteur de l'armée décida d'attaquer les villages voisins pour les piller – les habitants prenant alors la fuite. Après seulement quelques heures, une riposte du Ngoyo contre le campement portugais tua des soldats. Les soldats du Ngoyo se cachèrent stratégiquement dans les bois des alentours pour préparer des attaques surprises dans les installations portugaises. L'un des lieutenants, Verissimo José Franco, eut l'inintelligente idée de sortir avec son régiment pour investiguer la localisation des troupes ennemies dans les bois. Mais, en s'approchant de l'ennemi, le lieutenant Franco reçut, en provenance d'un tireur dissimulé, une balle mortelle dans la tête – attaque surprise qui effrayât toute la troupe, qui abandonna alors ses supérieurs. En revenant quelque temps plus tard pour chercher les corps de leurs supérieurs, les soldats portugais furent surpris par la découverte du lieutenant défunt tombé par terre et complètement nu (Silva Correia, 1937: 97-100).

Après plusieurs mois de conflits et de famine, complètement reclus dans un port de Cabinda abandonné, les Portugais reçurent, le 17 juin 1784, un visiteur arrivé par mer et donnant le coup de grâce à leur projet: le colonel de la marine française, Bernard de Marigny, à la tête de deux bâtiments d'une grande puissance d'attaque totalisant plus de 44 canons de gros calibre (contre 26 de moyen calibre pour le navire portugais). Marigny ordonna la descente de ses troupes fortement armées au port, puis chercha à parler au colonel portugais, exigeant le rétablissement des comptoirs français occupés par les Lusitaniens. Après quelques négociations tendues et des échanges de menaces, les Portugais, malades et coincés par terre et par mer, cédèrent en abandonnant et en brûlant leur forteresse de Cabinda à moitié construite (Silva Correia, 1937: 104-113).

Comme nous avons vu dans cet article, la décennie de 1780 constitua un marqueur important de transformations dans la connexion politique, diplomatique et commerciale entre le Kongo et l'Empire portugais. Après plus d'un siècle de relations éloignées entre les deux puissances, le Kongo vit de nouveau une offensive diplomatique,

29 AHU, CU, ordens e avisos para Angola, códice 407, fl. 25-30.



commerciale et religieuse promue par des agents portugais à Lisbonne et à Luanda avec l'objectif de reprendre des relations commerciales avec ce roi (et d'autres agents esclavagistes actifs au Kongo) et instrumentaliser ces rapports envisageant une expansion commerciale de conquête des marchés au nord du fleuve Dande: région dominée commercialement par ses concourants européens. Nous avons remarqué qu'une convergence de politique centralisatrice et expansionniste avec la renaissance des missions portugaises au Kongo rendit possible une double campagne commerciale portugaise de conquête de marchés. Premièrement, l'utilisation des missionnaires portugais envoyés au Kongo en tant qu'agents des intérêts portugais (pour bien informer leur couronne des informations «utiles») avec l'objectif de miner le commerce des Vilis (principaux agents de caravane qui transportaient des esclaves aux Français et Anglais). Deuxièmement, un projet parallèle fut l'expédition militaire portugaise de 1785 pour contrôler le port de Cabinda, où les esclavagistes portugais comptaient recevoir des esclaves provenant des caravanes de l'intérieur si le (désiré) partenariat avec le *mani* kongo aurait été accompli.

Le Portugal perdit ces deux fronts cette campagne. Cependant, ils ne perdirent pas la «guerre». Ce processus inauguré dans la décennie de 1780 fut le déclencheur d'un nouveau projet expansionniste et d'une ouverture politique pour le Portugal offerte par une faction traditionnelle de l'aristocratie politique kongo (la famille des Agua Rosadas, qui n'avait plus occupé le siège de roi depuis 1718) dans les décennies à venir. Dans cet article nous n'avons pas pu malheureusement explorer le point de vue politique interne (qui sera amplement analysé dans notre thèse en cours). Il est important de remarquer tout de même que l'action ouvertement pro-lusitanienne des missionnaires portugais contre le commerce esclavagiste vili-anglais (duquel une partie de l'aristocratie kongo retirait des profits politiques et économiques) créa un précédent et apporterait des dangers pour la royauté dans les décennies à venir. Ce changement aura comme conséquence politique une polarisation interne croissante qui demeura jusqu'à la période coloniale entre une opposition anti-portugaise et des secteurs opportunistes qui compteraient avec les faveurs de Lisbonne et de Luanda pour tenter de neutraliser les clans rivaux pour monopoliser le pouvoir royal. Ainsi, ces projets expansionnistes frustrés des portugais furent un marqueur pour les années violentes à venir où la mise-en-dépendance du Kongo par le Portugal sera de moins en moins une réalité lointaine.

## Références bibliographiques

- Birmingham, David (2004), *Portugal and Africa*, Athens: Ohio University Press.
- (1967), *Trade and Conflict in Angola: The Mbundu and Their Neighbours under the Influence of the Portuguese 1483-1790*, Oxford: Clarendon Press.
- Boxer, Charles R. (1969), *The Portuguese Seaborne Empire, 1415-1825*, New York: Alfred A. Knopf.
- Correia Silva, E. A. (1937), *História de Angola*, Lisboa: Editora Atica (1.<sup>a</sup> Ed. de 1792).
- Curtin, Philip (1984), *Cross-Cultural Trade in World History*, Cambridge: Cambridge University Press
- Godinho, Vitorino M (1969), *L'économie de l'empire portugais aux XVe et XVIe siècles*, Paris: S.E.V.P.E.N.
- Heintze, Beatrix (1980), *Luso-African Feudalism in Angola? The Vassal Treaties of the 16th to the 18<sup>th</sup> Century*. *Revista Portuguesa de História*, vol. 18, pp. 11-131.

- Herlin, Suzan (1971), *Trade and Politics on the Kongo coast. 1790-1890*, PhD thesis, Boston: Boston University.
- Hespanha, Antônio M; Xavier Angela B. (1997), *As redes clientelares*, in: Mattoso, J. e Hespanha AM (eds.) *História de Portugal 4: O antigo regime (1620-1807)*, Lisboa: Editorial Estampa.
- Madeira Santos, Catarina (2011), *Un Monde exessivement nouveau. Savoirs africains et savoirs missionnaires: fragments, appropriations, et porosités dans l'œuvre de Cavazzi de Montecúculo*, in: De Castelneau-l'Estoile, C. Marie-Lucie C., Aliocha M. (eds.) *Missions d'évangélisation et circulation des savoirs, XVIe-XVIIIe siècle*, Madrid: Casa de Velázquez.
- \_\_\_\_ (2005a), *Um Governo "Polido" para Angola. Reconfigurar dispositivos de domínio (1750-1800)*, Tese de doutoramento, Lisboa: Universidade Nova de Lisboa.
- \_\_\_\_ (2005b), *Entre deux droits: les Lumières en Angola (1750-v. 1800)*, *Annales Histoire, Sciences Sociales*, 60e année, pp. 17-848.
- Martins, Oliveira (1968), *Historia De Portugal*, Lisboa: Guimaraes.
- Miller, Joseph C. (1996), *Way of Death: Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade, 1730-1830*, Madison: University of Wisconsin Press.
- Novais, Fernando A. (1979), *Portugal e Brasil na crise do antigo sistema colonial (1777-1808)*, São Paulo: HUCITEC.
- Ohier, Degranpré L (1800), *Voyage à la Côte occidentale d'Afrique fait dans les années 1786 et 1787, contenant la description des moeurs, usages, lois, gouvernement et commerce des Etats du Congo, fréquentés par les européens, et un précis de la traite des noirs, ainsi qu'elle avait lieu avant la Révolution française, suivi d'un voyage au cap de Bonne-Espérance contenant la description militaire de cette colonie*, Paris: Dentu.
- Polanyi, Karl (1963), *Ports of Trade in Early Societies*, *The Journal of Economic History*, vol. 23, pp. 30-45.
- Reginaldo, Lucilene (2015), *André do Couto Godinho: homem preto, formado em Coimbra, missionário no Congo em fins do século XVIII*, *Revista de História*, n.º 137, pp. 141-174.
- Russell-Wood, A. J. R. (1992), *A World on the Move: Portuguese in Africa, Asia and America, 1415-1808*, Manchester: Carcanet Press Ltd.
- Sapede, Thiago C. (2014a), *Negociar como dantes: católicos e protestantes no trato de escravizados no reino do Congo do século XVIII. 1752-1800*. *História e Economia Revista interdisciplinar* vol. 12, pp. 15-37.
- Serrão, Joaquim V. (1979), *História de Portugal - Volume VI 1750-1807 - O Despotismo Iluminado*, Lisboa: Verbo.
- Subrahmanyam, Sanjay (1993), *The Portuguese empire in Asia, 1500-1700: a political and economic history*, New York, Longman.
- Thornton, John K. (1983), *The Kingdom of Kongo: Civil War and Transition, 1641-1718*, Madison: University of Wisconsin Press.
- Thornton, John K. (1981), *Early Kongo-Portuguese Relations: A New Interpretation*, *History in Africa*, vol. 8, pp. 183-204.
- Thornton, John K., Mosterman, Andrea (2010), *A reinterpretation of the Kongo-Portuguese war of 1622 according to new documentary evidence*, *The Journal of African History*, vol. 51, pp. 235-248.